ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 18 février 1993, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant certaines dispositions relatives à l'accélération et à la modernisation de la justice pénale", a donné le 3 mai 1993 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 18 februari 1993 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende een aantal bepalingen tot versnelling en modernisering van de strafrechtspleging", heeft op 3 mei 1993 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

Le texte néerlandais du proposant devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 1er.

1. La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Il est inséré, dans le livre II, titre Ier, du Code d'instruction criminelle un chapitre IV comprenant des articles 216quater à 216novies et rédigé comme suit :".

L'intitulé du texte néerlandais du chapitre IV serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 216quater en projet.

Mieux vaudrait écrire "conformément" au lieu de "comme il est dit".

L'intitulé du texte néerlandais de la section Ière serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 216quinquies en projet.

Le texte néerlandais de l’alinéa 1er serait mieux rédigé ainsi qu’il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais de l’alinéa 3 devrait être rédigé en tenant compte de l’observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Section II.

Le texte néerlandais de l’intitulé de la section II serait mieux rédigé ainsi qu’il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 216sexies en projet.

1. A l’alinéa 1er, le mot "correctionnel" est inutile et doit être omis. Il serait d’autre part préférable d’écrire :

"Si le faux est puni par la loi d’une peine dont le maximum est six mois d’emprisonnement ou une peine plus grave, le procureur du Roi ... défère au président du tribunal ou au juge délégué par lui ...".

2. L'alinéa 2 ne prévoit pas de comparution du prévenu ni de possibilité pour celui-ci de se faire assister par un avocat, parce qu'elles sont prévues par l'article 15bis, §§ 2 et 3, de la loi sur la détention préventive, que l'article 2 du projet y insère. Pour que la référence audit article 15bis soit plus nettement exprimée, il est proposé de retenir le texte ci-après :

"Le président du tribunal ou le juge qu'il délégue, siégeant en chambre du conseil, statue sur les réquisitions écrites du ministère public aux fins de détention en vue d'une comparution immédiate. Il est procédé conformément à l'article 15bis de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive".

Le texte proposé omet le membre de phrase "et de renvoi devant le tribunal correctionnel" parce qu'il fait double emploi avec le début de l'alinéa 3.

3. La première phrase de l'alinéa 3 serait mieux rédigée comme suit :

"L'ordonnance par laquelle le président du tribunal ou le juge qu'il délègue décerne un mandat de comparution, renvoie le prévenu devant le tribunal correctionnel".

4. En ce qui concerne la deuxième phrase du même alinéa, selon l'exposé des motifs, le délai de cinq jours entre la délivrance du mandat de comparution et la comparution elle-même devant le juge de jugement est "suffisant

pour ... le rassemblement d'informations relatives à la personnalité de l'auteur". Il appartiendra aux chambres législatives d'apprécier si une étude de personnalité et de milieu peut être faite dans ce délai.

Sous réserve de cette observation, la rédaction suivante est proposée :

"La comparution devant le tribunal a lieu dans les cinq jours de l'ordonnance, faute de quoi le prévenu est remis d'office en liberté. Si le prévenu refuse de comparaître, il est jugé par défaut dans le même délai".

4. L'alinéa 4 du même article serait mieux rédigé comme suit :

"Quarante-huit heures au moins avant la comparution devant le tribunal, les lieu, jour et heure de la comparution sont indiqués dans un registre spécial tenu au greffe et notifiés par le greffier au prévenu et à son conseil, par télécopieur ou par lettre recommandée à la poste".

L'alinéa 5 de la même disposition utilise le concept de "notification" du mandat de comparution, tandis que l'article 15quater en projet de la loi relative à la détention préventive (article 2 du projet) organise sa "signification".

L'expression "signification", déjà utilisée dans la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, doit être préférée.

A l'alinéa 6 du texte néerlandais, il y a lieu d'écrire "kan geschieden" au lieu de "kan gebeuren" et "eensluidend zijn verklaard" au lieu de "voor eensluidend zijn verklaard".

Article 216septies en projet.

Le paragraphe 1er, alinéa 1er, est ambigu car il laisse incertain le point de savoir si le président qu'il vise est celui qui a décerné le mandat de comparution ou celui de la juridiction de fond saisie. La seconde hypothèse étant celle qui correspond à l'explication de l'exposé des motifs, il est proposé d'écrire :

"§ 1er. Le tribunal saisi en application de l'article 216sexies avertit le prévenu qu'il ne peut être jugé ...".

Par ailleurs, la fin de l'alinéa 1er serait mieux rédigée comme suit : "... ou, si celui-ci n'est pas présent, d'un avocat commis d'office par le bâtonnier".

Le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 2, du paragraphe 2, alinéa 1er et alinéa 2, première phrase, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Le paragraphe 3 doit, si l'on se reporte au commentaire qu'en fournit l'exposé des motifs, être compris comme imposant à la juridiction de jugement de statuer dans le délai même de la comparution, c'est-à-dire sans désemparer.

On peut se demander si, par exemple, en cas de dépôt par la défense de conclusions soulevant des objections de droit, il sera possible de respecter ce délai.

Article 216octies en projet.

Il va de soi que l'article devra être appliqué en tenant compte des dispositions du Code d'instruction criminelle relatives à la saisine du juge d'instruction. Il ne se concevrait pas que, par sa motivation, la décision visée à l'alinéa 1er empiète sur le pouvoir du procureur du Roi de requérir une instruction. Peut-être une précision dans ce sens pourrait-elle être apportée dans l'exposé des motifs ou dans la suite des travaux préparatoires afin de prévenir toute confusion entre les pouvoirs du tribunal et ceux du ministère public, auxquels il ne semble pas que les auteurs du projet aient voulu porter atteinte.

Le texte néerlandais des alinéas 1er, 2, première et deuxième phrases, et 3 devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais des alinéas 1er, 2, 3 et 4 devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 2.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Il est inséré dans la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive un chapitre IIbis comprenant des articles 15bis à 15sexies et rédigé comme suit :".

Article 15bis en projet.

Paragraphe 1er.

1. Dans le texte français, mieux vaut écrire "Si les éléments de la cause" au lieu de "Si les éléments de l'espèce".

2. Il y a une discordance de rédaction entre l'article 216sexies en projet du Code d'instruction criminelle et l'article 15bis, § 1er, en projet, de la loi sur la détention préventive en ce qui concerne la détermination de la peine applicable aux faits de nature à permettre la détention préventive.

Il appartiendra aux auteurs du projet ou bien de préciser leurs intentions, si la différence ne résulte pas d'une inadvertance, ou bien d'éliminer cette différence.

3. Dans la suite de l'article, le texte français utilise indifféremment le terme d'inculpé (§§ 1er et 2) et celui de prévenu (§ 3) tandis que le texte néerlandais emploie "verdachte" de manière uniforme. La commission chargée en son temps d'établir le texte néerlandais du Code d'instruction criminelle s'est longuement penchée sur la question de terminologie posée en français par l'emploi des mots "prévenu", "inculpé" et "accusé". Elle a constaté en conclusion que, pour les auteurs de la loi du 20 avril 1874 sur la détention préventive, la règle était la suivante : "On se trouve en présence d'un inculpé au cours de l'instruction préparatoire, d'un prévenu ou d'un accusé au cours de la procédure devant le tribunal ou la cour". La même commission a préconisé de rendre respectivement en néerlandais les mots "inculpé" par "verdachte", prévenu par "beklaagde" et "accusé" par "beschuldigde" (Sénat, 1966-1967, doc. n° 37, p. 10).

Les dispositions en projet se plient difficilement aux catégories de la loi de 1874, au demeurant abrogée par la loi du 20 juillet 1990. Leur terminologie devrait cependant être cohérente. Le terme "inculpé", largement retenu par la loi du 10 juillet 1967, pourrait être préféré à "prévenu", compte tenu de l'objet du projet.

Paragraphes 3, 4, 5 et 6.

Le texte néerlandais du paragraphe 3, du paragraphe 4, alinéa 1er, in fine, du paragraphe 5, alinéa 2, et du paragraphe 6, devrait être rédigé en tenant compte des observations et suggestions qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 15ter, en projet.

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 serait mieux rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 15quinquies en projet.

Paragraphe 5.

Bien que la formule "une amende de cinquante francs au moins" soit déjà utilisée dans l'article 19, § 7, de la loi sur la détention préventive, elle viole le principe de la légalité des peines, en ce qu'elle ne prévoit pas de maximum.

Il convient de ne pas la répéter et soit de supprimer les mots "au moins", soit de fixer un maximum à l'amende.

Article 15sexies, en projet.

Paragraphe 2.

Le texte néerlandais des alinéas 1er et 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3.

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Il est inséré dans la même loi un chapitre IVbis comprenant un article 24bis et rédigé comme suit :".

Le texte néerlandais de l'intitulé du chapitre IVbis devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 24bis.

1. On n'aperçoit pas la raison pour laquelle le droit de demander la mainlevée du mandat de comparution est limité à une période de vingt-quatre heures qui suit la décision de remise ou de renvoi devant une chambre à trois juges, alors que le président ou le juge délégué, de son côté, peut la donner "d'office à tout moment". Ces deux propositions sont au surplus contradictoires : si le

président du tribunal peut donner mainlevée du mandat "d'office à tout moment", c'est qu'il doit pouvoir être saisi d'une demande de mainlevée "à tout moment".

La limitation du droit du prévenu doit donc être omise.

2. A l'alinéa 2, il convient, pour que le texte reflète fidèlement la volonté de ses auteurs, de préciser que le greffier dresse procès-verbal du contenu de son appel téléphonique au conseil du prévenu.

En outre, dans le texte néerlandais il faudrait écrire "in voorkomend geval" au lieu de "desgevallend".

3. Si la mise en liberté est subordonnée au respect de certaines conditions, il y a lieu de prévoir que l'ordonnance qui les détermine sera signifiée au prévenu.

Articles 4 à 7.

Au début du texte français de l'article 4, il y a lieu de remplacer le mot "A" par le mot "Dans".

De plus, les mots "de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive" doivent être remplacés par les mots "de la même loi".

Les articles 5, 6 et 7 devraient être fusionnés en un seul article, rédigé comme suit :

"Article 5.-

A l'article 30 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le paragraphe 1er, les mots ... (la suite comme à l'article 5 du projet);

2° dans le paragraphe 2, alinéa 1er, les mots ... (la suite comme à l'article 6 du projet);

3° dans le paragraphe 3, alinéa 3, les mots ... (la suite comme à l'article 7 du projet);

Article 8 (devenant l'article 6).

1. Le texte néerlandais du 1° devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Le texte néerlandais du 2° devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Dans le texte français, le début du 3° devrait être rédigé comme suit : "3° dans l'alinéa 5 ...".

Article 9 (devenant l'article 7).

Les auteurs du projet introduisent dans l'article 65 du Code pénal une définition du délit collectif, ce dont on n'aperçoit guère l'utilité dès lors qu'une jurisprudence constante de la Cour de cassation la donne déjà et qu'il peut être inopportun de la figer. En outre, les auteurs du projet apportent deux limitations à cette jurisprudence :

1° ils entendent réduire le délit collectif à l'unité d'intention, alors que la Cour de cassation le définit comme un ensemble de faits reliés entre eux par n'importe quel élément d'unité constaté souverainement en fait par le juge;

2° ils entendent le limiter au cas où les différents faits sont soumis simultanément au même juge, alors que, dans l'état actuel de la jurisprudence, rien n'empêche que certains faits de l'ensemble soient soumis simultanément à des juges différents.

A ce dernier égard, il convient de souligner que, dans l'hypothèse envisagée par les auteurs du projet, le juge qui constaterait que les faits dont il est saisi constituent un délit collectif - même réduit à l'unité d'intention - avec ceux dont est saisi un autre juge, ou qu'un autre juge a déjà sanctionnés, et qui prononcerait malgré tout une sanction, violerait le principe "non bis in idem", puisqu'il prononcerait une seconde peine pour un fait dont il aurait constaté qu'il est le même que l'autre.

Il appartiendra aux chambres législatives d'apprécier si l'article 65 en projet ne doit pas être revu à la lumière des observations qui précèdent.

Article 10 (devenant l'article 8).

L'intitulé de la loi modifiée devrait être cité; au surplus, mieux vaudrait écrire :

"A l'article 1er de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes, modifié par la loi du 23 août 1919, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er est complété par les mots ...;

2° dans l'alinéa 2, le mot ...".

Article 11 (devenant l'article 9).

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"A l'article 2 de la même loi, modifié par les lois des 1er février 1977 et 6 février 1985, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1er, les mots ...;

2° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1er et 2 : "...";

3° dans l'alinéa 2, qui devient l'alinéa 3, les mots ...".

Article 12 (devenant l'article 10).

Le texte néerlandais de la disposition en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 13 (devenant l'article 11).

Le texte néerlandais de l'alinéa en projet, serait mieux rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 14 (devenant l'article 12).

Le texte néerlandais de la disposition en projet, devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

OBSERVATIONS FINALES.

1. Il faut écrire, conformément à l'usage, "titre premier", "section première", "section II", "section III", "article 1er", "§ 1er", et dans le texte néerlandais : "afdeling I", "afdeling II", "afdeling III".

2. Dans l’ensemble du projet, il y a lieu d’écrire "alinéa 1er", "alinéa 2", alinéa 3" ... plutôt que "premier alinéa", "deuxième alinéa", "troisième alinéa" ...

3. Lorsque des modifications antérieures sont rappelées, il suffit de citer le texte modificatif en mentionnant la nature et la date; il n’y a pas lieu de viser spécialement l’article ayant introduit la modification. L’observation vaut pour les articles 8, 10, 1°, 12 et 13, devenant les articles 6, 8, 1°, 10 et 11 du projet.

4. Du point de vue de la correction de la langue, le texte néerlandais du projet laisse souvent à désirer. A titre d’exemple, des propositions de texte et des observations ont été faites dans le présent avis.

AANHEF.

In het voordrachtformulier behoort te worden geschreven : "Op de voordracht van" in plaats van "Op voordracht van".

Artikel 1.

1. De inleidende volzin moet als volgt worden geredigeerd :

"In boek II, eerste titel, van het Wetboek van Strafvordering wordt een hoofdstuk IV ingevoegd dat de artikelen 216quater tot 216novies omvat, luidende :".

Het opschrift van hoofdstuk IV zou beter als volgt worden gesteld : "Oproeping bij proces-verbaal en onmiddellijke verschijning".

Ontworpen artikel 216quater.

Het zou beter zijn "overeenkomstig" te schrijven in plaats van "zoals wordt bepaald in".

Het opschrift van afdeling I zou beter als volgt worden geredigeerd : "Afdeling I. Oproeping bij proces-verbaal".

Ontworpen artikel 216quinquies.

In het eerste lid zou het beter zijn te schrijven : "De procureur des Konings kan een persoon die aangehouden is met toepassing van de artikelen 1 en 2 van de wet van 20 juli 1990 ... of die zich bij hem meldt, oproepen om te ... (voorts zoals in het ontwerp)".

In het derde lid schrijve men "een kopie" in plaats van "copie".

Afdeling II.

Het opschrift van afdeling II zou beter als volgt worden geredigeerd : "Onmiddellijke verschijning".

Ontworpen artikel 216sexies.

1. In het eerste lid dient het woord "correctionele" als overbodig te vervallen. Bovendien zou het verkieslijk zijn te schrijven :

"Indien de valsheid door de wet wordt gestraft met een gevangenisstraf van maximaal zes maanden of met een zwaardere straf, verwijst de procureur des Konings, ... met toepassing van ... naar de voorzitter van de rechtbank of naar de door hem aangewezen rechter".

2. Het tweede lid voorziet niet in een verschijning van de beklaagde noch in de mogelijkheid voor de beklaagde om zich te laten bijstaan door een advocaat, omdat in een en ander wordt voorzien door artikel 15bis, §§ 2 en 3, van de wet betreffende de voorlopige hechtenis, dat aldaar bij artikel 2 van het ontwerp wordt ingevoegd. Om de verwijzing naar het genoemde artikel 15bis duidelijker tot uiting te laten komen wordt voorgesteld de hierna volgende tekst in aanmerking te nemen :

"De voorzitter van de rechtbank of de rechter die hij aanwijst, zitting houdend in raadkamer, beslist over de schriftelijke vorderingen van het openbaar ministerie tot hechtenis met het oog op een onmiddellijke verschijning. Er wordt te werk gegaan overeenkomstig artikel 15bis van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis".

In de voorgestelde tekst wordt de zinsnede "en de verwijzing naar de correctionele rechtbank" weggelaten omdat zij een doublure vormt met het begin van het derde lid.

3. De eerste zin van het derde lid zou beter als volgt wordt geredigeerd :

"De beschikking waarbij de voorzitter van de rechtbank of de rechter die hij aanwijst een bevel tot verschijnen uitvaardigt, verwijst de beklaagde naar de correctionele rechtbank".

4. Wat de tweede zin van hetzelfde lid betreft, volstaat volgens de memorie van toelichting de termijn van vijf dagen tussen het afgeven van het bevel tot verschijnen en de verschijning zelf ten overstaan van de rechtsprekende rechter "voor het verzamelen van de nodige informatie over de persoonlijkheid van de dader". Het staat aan de wetgevende kamers te oordelen of binnen die termijn een studie van de persoonlijkheid en het milieu kan worden gemaakt.

Onder voorbehoud van deze opmerking wordt de volgende redactie voorgesteld :

"De verschijning voor de rechtbank geschiedt binnen vijf dagen na de beschikking, zoniet wordt de beklaagde ambtshalve in vrijheid gesteld. Indien de beklaagde weigert te verschijnen wordt hij binnen dezelfde termijn bij verstek gevonnist".

5. Het zou beter zijn het vierde lid van hetzelfde artikel als volgt te redigeren :

"Ten minste achtenveertig uur voor de verschijning voor de rechtbank worden de plaats, de dag en het tijdstip van verschijnen vermeld in een speciaal op de griffie bijgehouden register en door de griffier per faxpost of bij ter post aangetekende brief ter kennis gebracht van de beklaagde en diens raadsman".

In het vijfde lid van dezelfde bepaling wordt het begrip "kennisgeving" van het bevel tot verschijnen ge-

bruikt, terwijl in het ontworpen artikel 15quater van de wet betreffende de voorlopige hechtenis (artikel 2 van het ontwerp) de "betekening" ervan wordt geregeld.

De uitdrukking "betekening", die reeds is gebruikt in de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, verdient de voorkeur.

In het zesde lid schrijve men "kan geschieden" in plaats van "kan gebeuren" en "eensluidend zijn verklaard" in plaats van "voor eensluidend zijn verklaard".

Ontworpen artikel 216septies.

Paragraaf 1, eerste lid, is dubbelzinnig daar in het ongewisse wordt gelaten of de bedoelde voorzitter degene is die het bevel tot verschijnen heeft uitgevaardigd of die van het geadieerde feitengerecht. Aangezien de tweede veronderstelling overeenstemt met de uitleg in de memorie van toelichting wordt voorgesteld te schrijven :

"§ 1. De met toepassing van artikel 216sexies geadieerde rechtbank verwittigt de beklaagde ervan dat hij niet op dezelfde dag mag worden gevonnist, ... instemming; deze instemming mag echter slechts worden betuigd ...".

Het slot van het eerste lid zou bovendien beter als volgt worden geredigeerd : "... of, indien deze niet aanwezig is, van een door de stafhouder ambtshalve aangestelde advocaat".

Het zou beter zijn paragraaf 1, tweede lid, als volgt te redigeren :

"Indien de beklaagde ermee instemt tijdens de zitting te worden gevonnist, wordt dit vermeld in het proces-verbaal van de zitting".

Paragraaf 2, eerste lid, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Indien de beklaagde er niet mee instemt tijdens de zitting te worden gevonnist, verwijst ... die moet plaatshebben binnen (voorts zoals in het ontwerp, met dien verstande echter dat "afstand" moet worden geschreven in plaats van "verzaking").

In paragraaf 2, tweede lid, eerste volzin, vervange men die woorden "binnen de termijn die een week niet mag overschrijden," door de woorden "binnen een termijn die niet meer dan een week mag bedragen". Een soortgelijke opmerking geldt voor de tweede volzin.

Indien men uitgaat van de commentaar die in de memorie van toelichting wordt verstrekt bij paragraaf 3, behoort deze paragraaf zo te worden verstaan dat hij het vonnisgerecht verplicht uitspraak te doen binnen de termijn zelf van de verschijning, te weten bij voorrang.

De vraag rijst of het mogelijk zal zijn die termijn in acht te nemen wanneer bij voorbeeld de verdediging een

conclusie indient waarin juridische bezwaren worden geopperd.

Ontworpen artikel 216octies.

Het ligt voor de hand dat het artikel zal moeten worden toegepast met inachtneming van de bepalingen van het Wetboek van Strafvordering betreffende de adiëring van de onderzoeksrechter. Het zou niet denkbaar zijn dat de in het eerste lid bedoelde beslissing, door de motivering ervan, inbreuk maakt op de bevoegdheid van de procureur des Konings om een gerechtelijk onderzoek te vorderen. Er kan misschien een verduidelijking in die zin worden aangebracht in de memorie van toelichting of in het vervolg van de parlementaire voorbereiding om te voorkomen dat de bevoegdheden van de rechtbank worden verward met die van het openbaar ministerie, die de stellers van het ontwerp niet lijken te hebben willen schenden.

In het eerste lid vervange men de woorden "de moeilijkheid van de zaak bijkomende opsporingen vereist" door de woorden "de complexiteit van de zaak aanvullende onderzoekingen vereist".

In het tweede lid, eerste zin, schrijve men "binnen vierentwintig uur".

In het tweede lid, tweede volzin, vervange men de woorden "met inachtname van" door de woorden "met inachtneming van".

In het derde lid schrijve men "Tegen de beschikking bedoeld in dit artikel kan geen enkel rechtsmiddel worden aangewend".

Ontworpen artikel 216nonies.

Het eerste lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De rechtbank die met toepassing van de artikelen 216quinquies of 216sexies wordt geadieerd, houdt ambtshalve de beslissing over de burgerlijke belangen aan, zelfs bij ontstentenis van burgerlijke-partijstelling, wanneer zij vaststelt dat er schade is maar dat de zaak wat die belangen betreft niet in staat van wijzen is".

Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te redigeren :

"Onverminderd het recht om de burgerlijke rechter te adiëren, kan eenieder die door het strafbare feit schade heeft geleden, nadien door middel van een ter griffie ingediend verzoekschrift kosteloos verkrijgen dat het strafgerecht uitspraak doet over de burgerlijke belangen".

In het derde lid schrijve men "burgerlijke-partijstelling" in plaats van "burgerlijke partijstelling".

In het vierde lid schrijve men : "... waarop de zaak wordt behandeld".

Artikel 2.

Het zou beter zijn de inleidende volzin alsmede het opschrift van hoofdstuk IIbis als volgt te redigeren :

"In de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis wordt een hoofdstuk IIbis ingevoegd dat artikelen 15bis tot 15sexies bevat, luidende :

"Hoofdstuk IIbis. Bevel tot verschijnen"".

Ontworpen artikel 15bis.

Paragraaf 1.

1. Onder voorbehoud van de onder 2. gemaakte opmerking wordt voorgesteld de tekst aldus te redigeren :

"§ 1. Wanneer de feitelijke toedracht hechtenis met het oog op onmiddellijke verschijning wettigt en ..., kan de voorzitter van de rechtbank of de door hem aangewezen rechter, te kiezen uit de leden van de rechtbank, met uitzondering ... uitvaardigen. Het bevel ... dat de in vrijheid gestelde verdachte ... (voorts zoals in het ontwerp)".

2. De redactie van het ontworpen artikel 216sexies van het Wetboek van Strafvordering komt niet overeen met het ontworpen artikel 15bis, § 1, van de wet betreffende de

voorlopige hechtenis wat de vaststelling betreft van de straf die van toepassing is op de feiten die de voorlopige hechtenis toelaten.

De stellers van het ontwerp zullen ofwel hun bedoelingen moeten verduidelijken, als het verschil niet het gevolg is van een onachtzaamheid, ofwel dat verschil moeten wegwerken.

3. In de Franse tekst van het artikel wordt zonder onderscheid het woord "inculpé" (§§ 1 en 2) en het woord "prévenu" (§ 3) gebruikt, terwijl in de Nederlandse tekst onveranderlijk "verdachte" wordt gebezigd. De commissie die indertijd belast was met het redigeren van de Nederlandse tekst van het Wetboek van Strafvordering heeft de terminologische kwestie in verband met het gebruik van de woorden "prévenu", "inculpé" en "accusé" grondig onderzocht. Zij is tot de slotsom gekomen dat voor de stellers van de wet van 20 april 1874 op de voorlopige hechtenis, de volgende regel gold : "in het vooronderzoek heeft men te doen met een inculpé, in de rechtspleging voor de rechtbank of het hof, met een prévenu of een accusé". Dezelfde commissie heeft zich uitgesproken voor het respectievelijk weergeven in het Nederlands van de woorden "inculpé" door "verdachte", "prévenu" door "beklaagde" en "accusé" door "beschuldigde" (Senaat, 1966-1967, Gedr. St. nr. 37, blz. 10).

De ontworpen bepalingen kunnen moeilijk worden ondergebracht in de categorieën van de wet van 1874, die overigens is opgeheven bij de wet van 20 juli 1990. De terminologie van beide wetten zou evenwel coherent moeten zijn. Het woord "inculpé", dat in de wet van 10 juli 1967 in ruime mate voorkomt, zou gelet op de strekking van het ontwerp kunnen worden verkozen boven "prévenu".

Paragraaf 3.

Het woord "advokaat" dient "advocaat" te worden geschreven.

Paragraaf 4.

Aan het slot van het eerste lid schrijve men : "... met toepassing van artikel 2 van de wet ...".

Paragraaf 5.

In het tweede lid schrijve men "bij name" in plaats van "met name".

Paragraaf 6.

Men schrijve "alsook" in plaats van "evenals" en "het tijdstip" in plaats van "het uur".

Ontworpen artikel 15ter.

Het tweede lid zou beter als volgt worden gesteld :

"Tegen deze beschikking kan geen enkel rechtsmiddel worden aangewend".

Ontworpen artikel 15quinquies.

Paragraaf 5.

Hoewel de formule "geldboete van ten minste vijftig frank" reeds is gebruikt in artikel 19, § 7, van de wet betreffende de voorlopige hechtenis, schendt zij het beginsel van de wettigheid van de straffen in zoverre zij niet voorziet in een maximum.

Het gaat niet aan de formule te herhalen en ofwel dienen de woorden "ten minste" te worden geschrapt, ofwel dient een maximum te worden bepaald voor de boete.

Ontworpen artikel 15sexies.

Paragraaf 2.

In het eerste lid schrijve men "deze plaatsheeft binnen de termijnen bepaald ..." in plaats van "dit plaats-grijpt binnen de termijnen voorzien ...".

In het tweede lid behoort het woord "terug" vervangen te worden door het woord "weer".

Artikel 3.

De inleidende zin behoort als volgt te worden gesteld :

"In dezelfde wet wordt een hoofdstuk IVbis ingevoegd dat een artikel 24bis bevat, luidende :".

Het opschrift van hoofdstuk IVbis moet als volgt luiden : "Opheffing van het bevel tot verschijnen".

Artikel 24bis.

1. Het is neit duidelijk waarom het recht om de opheffing van het bevel tot verschijnen te vorderen beperkt is tot een periode van vierentwintig uur volgend op de beslissing tot verdaging of tot verwijzing naar een kamer met drie rechters, terwijl de voorzitter of de aangewezen rechter zijnerzijds daaroe "ambtshalve op elk ogenblik" kan beslissen. Voorts zijn deze twee voorstellen tegenstrijdig : indien de voorzitter van de rechtbank "ambtshalve op elk ogenblik" de opheffing van het bevel tot verschijnen kan bevelen, betekent zulks dat hij "op elk ogenblik" geadieerd moet kunnen worden ter zake van een zodanige vordering.

De beperking van het recht van de beklaagde moet dus vervallen.

2. In het tweede lid moet de tekst, ten einde de bedoeling van de stellers ervan juister weer te geven, bepalen dat de griffier proces-verbaal opmaakt van de inhoud van diens telefoongesprek met de raadsman van de beklaagde.

Voorts schrijve men "in voorkomend geval" in plaats van "desgevallend".

3. Indien aan de invrijheidstelling bepaalde voorwaarden worden verbonden, moet worden bepaald dat de beschikking waarin zij worden opgesomd aan de beklaagde wordt betekend.

Artikelen 4 tot 7.

Aan het begin van de Franse tekst van artikel 4 vervange men het woord "A" door het woord "Dans".

Voorts behoren de woorden "van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis" vervangen te worden door de woorden "van dezelfde wet".

De artikelen 5, 6 en 7 behoren tot één enkel artikel te worden samengevoegd, luidende :

"Artikel 5.

In artikel 30 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden tussen het woord "instellen" en de woorden "tegen de beschikkingen van de raadkamer" de woorden "tegen de beschikkingen van de voorzitter van de rechtbank of de aangewezen rechter, uitgesproken in de gevallen bedoeld in artikel 24bis, en" ingevoegd;

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden ... (voorts zoals in artikel 6 van het ontwerp);

3° in paragraaf 3, derde lid, worden ... (voorts zoals in artikel 7 van het ontwerp).

Artikel 8 (dat artikel 6 wordt).

1. Onderdeel 1° behoort als volgt te worden gesteld : "In het derde lid worden de woorden "of bij zijn verschijning voor de rechtbank met toepassing van artikel 216sexies, derde lid, van het Wetboek van Strafvordering" toegevoegd".

2. In onderdeel 2° schrijve men : "In het vierde lid worden de woorden "of in de verwittiging gegeven met toepassing van artikel 216sexies, vierde lid, van het Wetboek van Strafvordering" toegevoegd".

.../...

3. Het zou beter zijn onderdeel 3° als volgt te stellen : "In het vijfde lid worden tussen het woord "gedagvaard" en het woord "zonder" de woorden "of opgeroepen" ingevoegd en worden de woorden "of de oproeping" toegevoegd".

Artikel 9 (dat artikel 7 wordt).

De stellers van het ontwerp voeren in artikel 65 van het Strafwetboek een begripsomschrijving in van het collectief delict. Het nut ervan is weinig of niet duidelijk daar die begripsomschrijving reeds wordt gegeven in de vaste rechtspraak van het Hof van Cassatie en het ongeraden kan zijn dat begrip vast te leggen. Voorts brengen de stellers van het ontwerp twee beperkingen aan in die rechtspraak :

1° zij beogen het collectief delict te beperken tot de eenheid van opzet, terwijl het door het Hof van Cassatie gedefineerd wordt als een geheel van feiten die onderling verbonden zijn door ongeacht welk bestanddeel van eenheid dat door de feitenrechter soeverein wordt vastgesteld;

2° zij beogen het collectief delict te beperken tot de gevallen waarin de verschillende feiten gelijktijdig aan een zelfde rechter worden voorgelegd, terwijl bij de huidige stand van de rechtspraak er niet aan in de weg staat dat sommige feiten uit het geheel gelijktijdig aan verschillende rechters worden voorgelegd.

Wat dit laatste punt betreft, moet worden beklemtoond dat in het door de stellers van het ontwerp overwogen geval de rechter die vaststelt dat de voor hem aangebrachte feiten samen met de feiten die voor een andere rechter aangebracht zijn of al door een andere rechter zijn bestraft een collectief delict vormen - zelfs al is het beperkt tot de eenheid van opzet - en die desalniettemin een straf uitspreekt het beginsel "non bis in idem" zou schenden daar hij een tweede straf zou uitspreken voor een feit waarvan hij heeft vastgesteld dat het hetzelfde is als het andere feit.

Het komt aan de wetgevende kamer toe te oordelen of het ontworpen artikel 65 behoort te worden herzien in het licht van de vorenstaande opmerkingen.

Artikel 10 (dat artikel 8 wordt).

Het opschrift van de gewijzigde wet moet worden aangehaald; voorts zou het beter zijn te schrijven :

"In artikel 1 van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden, gewijzigd bij de wet van 23 augustus 1919, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met de woorden "bij de voorzitters van de rechtbanken en bij de rechters die zij aanwijzen, handelend overeenkomstig artikel 216sexies, derde lid, van het Wetboek van Strafvordering, en bij de procureurs des Konings.";

2° in het tweede lid wordt het woord "hunne" vervangen door het woord "de".

Artikel 11 (dat artikel 9 wordt).

Het zou beter zijn het artikel als volgt te stellen :

"In artikel 2 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 1 februari 1977 en 6 februari 1985, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "kan de raadkamer" vervangen door de woorden "kunnen de raadkamer en de voorzitter van de rechtbank of de door hem aangewezen rechter, handelend overeenkomstig artikel 216sexies, derde lid, van het Wetboek van Strafvordering,";

2° tussen het eerste en het tweede lid wordt het volgende lid ingevoegd :

"Indien geen gerechtelijk onderzoek is gevorderd, kan de procureur des Konings, wannner hij van oordeel is dat er wegens verzachtende omstandigheden of om reden van verschoning geen grond is om een hogere straf te vorderen dan een correctionele straf, de beklaagde evenwel rechtstreeks voor de correctionele rechtbank dagvaarden of oproepen onder vermelding van de verzachtende omstandigheden of van de reden van verschoning.";

3° in het tweede lid, dat het derde lid wordt, worden de woorden "Verwijzing mag echter wegens verzachtende omstandigheden alleen worden bevolen" vervangen door de woorden "Verwijzing, rechtstreekse dagvaarding of oproeping wegens verzachtende omstandigheden is alleen mogelijk".

Artikel 12 (dat artikel 10 wordt).

In de ontworpen bepaling schrijve men "met toepassing van" in plaats van "bij toepassing van".

Artikel 13 (dat artikel 11 wordt).

Het zou beter zijn het ontworpen lid als volgt te stellen :

"Evenzo kan de procureur des Konings, indien geen gerechtelijk onderzoek is gevorderd, de beklaagde rechtstreeks voor de bevoegde politierechtbank dagvaarden of oproepen onder vermelding van die verzachtende omstandigheden wanneer hij van oordeel is dat er wegens verzachtende omstandigheden geen grond is om een hogere straf te vorderen dan een politiestraf".

Artikel 14 (dat artikel 12 wordt).

In de ontworpen bepaling schrijve men "met toepassing van" in plaats van "bij toepassing van". Voorts dient

de onvoltooid tegenwoordige tijd te worden gebruikt in plaats van de onvoltooid toekomende tijd.

SLOTOPMERKINGEN.

1. Overeenkomstig het gebruik schrijve men in de Nederlandse tekst "afdeling I", "afdeling II", "afdeling III", en in de Franse tekst "titre premier", "section première", "section II", "section III", "article 1er", "§ 1er".

2. In het gehele ontwerp schrijve men in de Franse tekst "alinéa 1er", "alinéa 2", "alinéa 3", ... in plaats van "premier alinéa", "deuxième alinéa", "troisième alinéa", ...

3. Wanneer gewezen wordt op vroegere wijzigingen, is het voldoende de wijzigingstekst te vermelden, met opgaaf van de aard en de datum; er behoort niet inzonderheid te worden verwezen naar het artikel dat de wijziging heeft aangebracht. Deze opmerking geldt voor de artikelen 8, 10, 1°, 12 en 13, die de artikelen 6, 8, 1°, 10 en 11 van het ontwerp worden.

4. De Nederlandse tekst van het ontwerp is uit een oogpunt van correct taalgebruik vaak ondermaats. Bij wijze van voorbeeld zijn in het advies tekstvoorstellen gedaan en opmerkingen gemaakt.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,
P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par Mme G. BEECKMAN de CRAYLOO, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J.-L. PAQUET, référendaire adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. G. BEECKMAN de CRAYLOO, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. J.-L. PAQUET, adjunct-referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.